

L'Histoire retiendra-t-elle que ce gouvernement a sciemment envoyé des êtres humains vers la torture ?

« Si demain, on ne peut plus renvoyer quelqu'un dans un pays où la situation est pire qu'ici et où, potentiellement, on pourrait être maltraité, on ne pourra plus renvoyer personne et, de facto, on ouvrira les frontières ». Cette phrase, prononcée dimanche sur VTM par le président de la N-VA, Bart De Wever, est la dernière provocation en date de la majorité gouvernementale dans le dossier asile et migration, et en particulier dans celui qui concerne les ressortissants soudanais présents sur le territoire belge.

En tenant de tels propos, Bart de Wever légitime totalement la politique inhumaine et indigne d'un état de droit menée par le secrétaire d'État Theo Francken (N-VA). Surtout, il foule aux pieds le droit international avec un aplomb et un cynisme jamais vus. Pour rappel, la Belgique est en effet tenue de respecter l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme, imposant de ne pas renvoyer quiconque vers un pays où il court le risque de traitements inhumains et dégradants.

De plus, Bart De Wever prend encore une fois en otage l'action gouvernementale du Premier ministre Charles Michel. En effet, par ses propos, il démontre que, quoiqu'il advienne, son parti ne tiendra pas compte de l'enquête chargée de déterminer si les Soudanais renvoyés dans leur pays ont bien été maltraités ou torturés et, partant, si Theo Francken a commis une faute.

Depuis le début de la législature, le MOC n'a cessé de condamner la politique d'asile et de migration de Theo Francken et les silences complices du gouvernement fédéral. Cette fois, la coupe est pleine. À eux seuls, les mensonges de Theo Francken au Parlement devaient entraîner sa démission du gouvernement. Mais, malgré quelques voix dissonantes au sein de la majorité, le secrétaire d'État reste en place parce que sa politique est soutenue par l'ensemble du gouvernement.

Il s'agit maintenant d'interpeller Charles Michel de la manière la plus forte possible : Monsieur le Premier ministre, combien de temps encore supporterez-vous d'être mené en bateau par un secrétaire d'État, et son président de parti, qui ne comptent en aucune manière respecter le droit international ? Souhaitez-vous vraiment que l'Histoire retienne de vous que vous avez dirigé un gouvernement qui a sciemment renvoyé chez eux des êtres humains en proie à la torture ou à la maltraitance ?

Monsieur le Premier ministre, le MOC en appelle à votre humanité et à votre sens des responsabilités : le gouvernement fédéral doit repenser fondamentalement sa politique d'asile et de migration, dans le respect du droit. Theo Francken doit s'y soumettre ou démissionner de ses fonctions. La démocratie est à ce prix.

Christian KUNSCH,
Président du MOC

Communiqué de presse